

CARLOS IVAN SIMONSEN LEAL

Président de la Fondation Getulio Vargas, Brésil

Jim HOAGLAND

Direction maintenant le Brésil, où nous trouverons peut-être une lueur d'espoir ?

Carlos Ivan SIMONSEN LEAL

Je pense que vous pouvez trouver une lueur d'espoir, si vous regardez bien. Ces dernières années, le Brésil a fait la une de *The Economist*, le Christ à Rio volant comme une fusée, puis, dans un autre numéro, cette même fusée qui perd son élan et tombe. Que s'est-il passé entre ces deux numéros et quelle est l'erreur, j'ose le dire, derrière l'analyse de *The Economist* ?

Au début du premier gouvernement Lula, c'est-à-dire en 2002, le Brésil était dans une très mauvaise situation financière. Lula a utilisé son capital pour corriger cette situation, mais cela n'a pas suffi. Le Brésil a énormément profité de la flambée des prix des matières premières et, comme on dit au Brésil, nous avons « une mer d'amiral » : un vent parfait, une lumière parfaite, tout était parfait. Pendant de nombreuses années, nous nous sommes livrés à de nombreuses politiques sociales nécessaires et légitimes, mais bien trop coûteuses sur le long terme. De plus, nous avons insisté pour donner le pouvoir aux entreprises, c'est-à-dire au pouvoir judiciaire, aux entreprises d'État. Tout cela signifiait une chose, c'est que le déficit potentiel s'accroissait. Au début, cela n'a pas affecté le taux d'investissement, mais ça l'a affecté après un certain temps, surtout après 2008, 2010. L'année 2008 n'a pas été mauvaise au Brésil ; 2009 a vu le PIB chuter ; 2010 a été une année extraordinaire mais par rapport à 2009, cela signifiait simplement que nous avions une croissance de 3,5 %.

Pendant toute cette période, notre croissance a été de 2 % par an de plus que celle de l'Europe, puis sous le gouvernement Dilma, nous avons commencé à observer beaucoup de keynésianisme, mais ils n'ont pas étudié Keynes correctement. Ils ont commencé à intervenir dans l'économie. La première intervention a été d'essayer de changer les prix de l'électricité, de tout contrôler. Cela n'a pas fonctionné, cela a fait des ravages et, petit à petit, le taux d'investissement a commencé à baisser. Au même moment, nous avions une banque centrale dominée par des personnes que je qualifierais de vautours, ayant un très fort désir de se créer la réputation de lutter contre l'inflation à mesure que le déficit augmentait. Au lieu de nous concentrer sur le déficit, nous l'avons augmenté en payant plus d'intérêts. La dette publique qui était d'environ +30 % du PIB est maintenant d'environ 80 %. Elle est toujours gérable et, soit dit en passant, nos finances publiques sont meilleures que celles des États-Unis. Nous n'avons pas de marine américaine et nous ne sommes donc pas une monnaie de réserve internationale, mais si vous nous prêtez votre marine, nous serions la monnaie internationale.

Le désastre s'est manifesté avec force après le début du deuxième mandat de Dilma Rousseff et cela a été très rapide. Le PIB a commencé à chuter. Le taux d'investissement a énormément baissé. Il y a eu un manque de confiance et Dilma a même été mise en accusation après deux ans de son second mandat pour avoir désobéi aux lois fiscales, ce qui, à ma connaissance, ne s'est jamais produit en Europe ou aux États-Unis. Merkel a été jugée par le deuxième président de la Cour suprême allemande pour quelque chose de similaire à ce qu'a fait Dilma, lorsqu'elle a sauvé les banques allemandes du désastre grec. Cependant, Dilma a été jugée par le Congrès et a été destituée de ses fonctions. Le vice-président est entré en fonction comme le prévoit notre constitution et a immédiatement entamé une série de réformes. La plus importante de ces réformes aurait été le changement de la sécurité sociale, bloquée après des accusations [inaudibles] selon lesquelles il aurait été impliqué dans un scandale de corruption. Il est allé rencontrer un homme d'affaires dans le garage du palais présidentiel et à partir de ce moment-là, le Brésil a perdu la gouvernance.

Avec l'élection d'un nouveau président, nous sommes entrés dans une nouvelle période et nous avons entrepris de reprendre le travail sur la réforme sociale, et nous y sommes presque grâce à une bonne interaction entre le Président

et le Congrès. Le Congrès au Brésil, qui est ignoré par beaucoup d'étrangers, est très fort en ce moment, très puissant. Le Congrès a adopté une loi concernant l'abus de pouvoir des magistrats et des juges et le Président a opposé son veto à 45 points ; le veto sur 33 de ces points a été annulé par le Congrès. Le pouvoir est divisé et c'est très important parce que nous appartenons à la classe moyenne latino-américaine qui a commencé son indépendance en se nourrissant des Lumières françaises.

Nous aussi, comme en France, nous avons eu nos candidats pour être Napoléon, Napoléon III, Thiers, Clémenceau ou de Gaulle. Nous réclamons toujours un homme fort, et bien sûr à l'époque de Waterloo, la Grande-Bretagne jouissait d'un meilleur crédit et pouvait mobiliser plus de monde parce que la décision sur la dette était prise par le Parlement. C'est un mouvement intense et profond qui est en train de se produire au Brésil et c'est extrêmement important pour les investisseurs ; l'année prochaine, le budget sera obligatoire. Une chose dont les étrangers ne se doutent jamais, c'est que nous n'avons pas de budget obligatoire. Si je dis que, cette année, je vais dépenser 100 milliards de dollars du budget pour l'éducation, et qu'en tant que président je décide plutôt de dépenser 50 milliards de dollars, il n'y a rien à redire. Bien sûr, la politique que j'élaborerais avec 100 milliards de dollars est différente de celle que je vais élaborer avec 50 milliards de dollars, donc le Président dispose d'un énorme pouvoir, et ce pouvoir a été réduit.

Par conséquent, ne vous attendez pas à ce que le Brésil règle tout d'un coup, mais nous allons dans la bonne direction. Au cours de l'année dernière jusqu'en juin, le revenu disponible a augmenté de 1,7 % en moyenne, de 4 % à Rio, et c'est un bon signe. Pour l'année prochaine, nous nous attendons à une meilleure croissance, il nous faudra encore trois ou quatre ans pour retrouver la pleine croissance, mais c'est possible, à condition que nous continuions à mettre l'accent sur les réformes.

Jim HOAGLAND

Merci, Carlos.